

Communiqué

Tchad/Soudan

Le Tchad doit arrêter Omar El Béchir !

Paris, N'Djaména, le 22 juillet 2010 - La Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) et ses organisations membres au Tchad - la Ligue tchadienne des droits de l'Homme (LTDH) et l'Association tchadienne pour la promotion et la défense des droits de l'Homme (ATPDH), déplorent que le président Idriss Déby ait invité un présumé responsable de crimes internationaux sur son territoire. Alors que le président Béchir, recherché par la Cour pénale internationale (CPI), est arrivé à N'Djaména, nos organisations demandent aux autorités tchadiennes de l'arrêter et de le transférer immédiatement à la CPI.

«Omar El Béchir est sous le coup de deux mandats d'arrêt devant la CPI. Le Tchad, qui a ratifié le Statut de la CPI et qui s'est publiquement engagé à coopérer avec la Cour, est dans l'obligation de l'arrêter et de le transférer à la Haye. La récente normalisation de ses relations avec le Soudan ne permet en aucun cas au Tchad de se soustraire à ses engagements internationaux», a déclaré Souhayr Belhassen, Présidente de la FIDH.

La CPI a émis deux mandats d'arrêt contre le président soudanais : le premier en mars 2009, pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre, le second en juillet 2010, pour crime de génocide. Sa responsabilité est en cause pour les meurtres de milliers de personnes, des actes de viols et de torture et le déplacement forcé de la population du Darfour.

Nos organisations rappellent que les Etats parties au Statut de la CPI, y compris le Tchad, sont dans l'obligation de coopérer avec celle-ci, y compris en exécutant les mandats d'arrêts délivrés par la Cour.

C'est la première fois qu'El Béchir se rend sur le territoire d'un Etat partie à la Cour depuis la délivrance des mandats d'arrêts. Le Tchad en n'exécutant pas les mandats d'arrêt se rendrait en quelque sorte complice du régime soudanais.

Les relations entre le Tchad et le Soudan se sont normalisées depuis quelques mois, après des années d'opposition entre N'djaména et Khartoum. Cependant ni le réchauffement des relations entre les deux pays, ni les résolutions de l'Union Africaine (UA) ou encore les déclarations récentes du Président de la Commission de l'UA minimisant l'importance des engagements internationaux à l'égard de la lutte contre l'impunité, ne permettent au Tchad de se soustraire à ses obligations internationales. Nos organisations saisissent cette occasion pour appeler l'Union africaine, dont le 15ème Sommet ordinaire se tient jusqu'au 27 juillet à Kampala (Ouganda) à mettre un terme à toute campagne de dénigrement vis-à-vis du travail de la CPI pour respecter l'indépendance de la justice, soutenir les États africains qui ont saisi cette instance et répondre aux attentes des victimes africaines.

Contacts presse : Karine Appy/Fabien Maître + 33 1 43 55 14 12 / + 33 1 43 55 90 19